

A bas le pacte de responsabilité et le projet de budget 2014 !

A bas le dialogue social qui soutient ce gouvernement de combat contre les acquis des travailleurs : boycott des groupes de travail de la conférence sociale !

Il faut imposer à la majorité de députés du PS et du Front de gauche un programme de défense de la classe ouvrière !

Un gouvernement de combat contre la classe ouvrière

Durant l'été 2014, le gouvernement Hollande-Valls I s'est encore illustré comme défenseur acharné de l'impérialisme français : soutien ouvert à l'intervention israélienne contre le peuple palestinien conjugué à l'interdiction de manifester et, en pure tradition bonapartiste, formation du gouvernement Valls II expurgé des « frondeurs ». Le remaniement consécutif aux propos de Montebourg constitue une tentative de mettre la majorité parlementaire de députés du PS à la botte du président-Bonaparte. Hollande a mis en place un gouvernement de combat, entendons bien de combat contre la classe ouvrière. Preuve en est l'ovation des patrons prodiguée à Valls lors de l'université d'été du Medef. Au menu du programme pro-patronale : travail le dimanche et la nuit, temps de travail déréglementé à la carte, déclinaison du pacte de responsabilité offrant plus de 40 milliards d'euros de cadeaux au patronat dans le budget de l'État et de la Sécurité sociale avec d'autant de sacrifices pour les salariés ...

En déposant une motion de confiance à l'Assemblée le 16 septembre, Valls entend faire pression sur ce Parlement réduit, dans le cadre des institutions de 5^{ème} République, à une assemblée croupion, pour le mettre à la botte du président Bonaparte, menaçant si besoin de le dissoudre. Résultat : 31 députés socialistes se sont abstenus, abstention record depuis 2012.

Ne nous y trompons pas. Si les frondeurs sont l'expression de l'opposition au sein de la classe ouvrière à la politique du gouvernement, sur fond de défaite électorale cinglante aux dernières élections, cette fronde ne remet pas en cause fondamentalement la politique bourgeoise du gouvernement Hollande-Valls ni le pacte de responsabilité. Ils entendent seulement mieux conditionner les aides aux patrons, comme si l'État ne détenant pas les moyens de production, pouvait contraindre les capitalistes à pratiquer une bonne politique salariale ou à ne pas licencier. Il n'existe qu'une solution pour empêcher les licenciements : nationaliser sans indemnité ni rachat les entreprises, en premier lieu celles qui licencient leur personnel. Les frondeurs n'entendent pas rompre avec le capitalisme. Pour autant, la majorité PS-Front de gauche est issue du vote de 2012 qui signifiait stopper et même remettre en cause les réformes UMP de Sarkozy.

A bas le dialogue social ! Défense des acquis !

Hollande s'appuie pour mettre en œuvre sa politique depuis 2012 sur les directions syndicales qui ont toutes accepté de participer aux conférences sociales. Quel est le bilan de ce dialogue social ? En 2012, ce fut l'ANI qui permet au patronat d'augmenter le temps de travail sans augmentation salariale ; en 2013, la conférence sociale a abouti à l'allongement du départ à la retraite. Le dialogue social mène aujourd'hui au pacte de responsabilité, véritable offensive pro-patronale de réduction drastique des dépenses sociales.

Mais les travailleurs entendent résister aux attaques contre leurs statuts et leurs acquis :

- en juin, ce sont les **cheminots** puis les **intermittents** qui se sont mis en grève contre la liquidation, pour les premiers, de leur convention collective, et pour les seconds, contre l'allongement de la durée de travail donnant droit à l'indemnisation chômage

- en juillet, **les marins de la SNCM** se sont battus contre la liquidation de l'entreprise. Les dirigeants syndicaux ont cependant accepté la réduction des acquis en échange de commandes de bateaux et se sont fait bernier. La seule solution pour que vive la SNCM c'est que l'État en prenne le contrôle en expropriant Veolia et réinstaura le monopole de la SNCM
- À cette rentrée de septembre, les **pilotes d'Air France** sont massivement en grève (à 60 %) contre un statut au rabais des pilotes de la filiale low cost. Ils défendent un seul statut pour tous !

Ce sont les mobilisations des cheminots et des intermittents ainsi que l'opposition au sein de la confédération CGT qui ont obligé la direction confédérale à ne pas participer à la deuxième journée de la conférence sociale du mois de juillet. La caution qu'apporte ce dialogue social à cette politique bourgeoise suscite de plus en plus d'opposition de fédérations et d'unions départementales dans la CGT. Mais à cette rentrée, les groupes de travail ont repris entre gouvernement, patronat et syndicat, notamment sur la mise en œuvre du pacte de responsabilité et sur la déréglementation du temps de travail. Cette caution n'est plus possible. Il faut faire prendre position dans tous les syndicats CGT, FO et FSU sur la nécessité de **boycotter tous les groupes de travail issus de la conférence sociale.**

La responsabilité des directions syndicales est de défendre les véritables revendications ouvrières dont :

- **A bas le pacte de responsabilité !**
- **A bas le projet de budget de pénurie de l'État et de la Sécurité sociale !**
- **NON à la réforme territoriale qui vise à supprimer des milliers de postes de fonctionnaires**
- **Interdiction des licenciements**
- **Non à la déréglementation du temps de travail et refus de la normalisation du travail le dimanche et de nuit**

Imposons à la majorité PS-FdG un programme de défense de la classe ouvrière

Mais quel gouvernement peut mettre en œuvre ces premières mesures ? Certainement pas le gouvernement bourgeois Hollande-Valls. Seul un gouvernement ouvrier pourrait défendre de telles mesures. Pour cela, il faudrait un parti ouvrier capable de rassembler la classe ouvrière sur un programme de défense, rompant avec la bourgeoisie, c'est-à-dire un parti révolutionnaire.

Ce parti n'existe pas pour le moment. Seule la majorité PS-Front de gauche à l'Assemblée témoigne encore de la volonté exprimée en 2012 sur le terrain électoral, de larges couches de travailleurs de rompre avec la politique bourgeoise de Sarkozy et de l'UMP. Mais le simple vote ne suffit pas, les travailleurs s'en rendent bien compte. Hollande a confisqué ce vote en menant une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française en crise. Seule la mobilisation des travailleurs permettra d'imposer à cette majorité de députés PS et du Front de gauche une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, ce qui implique en premier lieu de combattre par tous les moyens le pacte de responsabilité.

Certains au Parti de gauche ou au sein du PS rêvent d'une VIème république. Si la majorité PS-Front de gauche faisait tout pour empêcher la mise en œuvre de pacte de responsabilité, ce serait déjà une avancée vers la remise en cause de la Vème République Bonapartiste. Si ce projet de 6^{ème} République consiste juste au replâtrage de la forme de domination de la bourgeoisie française c'est une perte de temps.

Certains, Valls le premier, agite le chiffon rouge du FN pour faire plier les « frondeurs ». En réalité, le FN ne peut accéder au pouvoir sur une base fascisante que si la classe ouvrière subit de lourdes défaites politiques et économiques et si la bourgeoisie est incapable de surmonter ses divisions. Nous sommes dans un entre deux : la classe ouvrière n'est pas défaite. Mais la crise capitaliste est bien là et la bourgeoisie française n'a pas réussi à anéantir les acquis ouvriers. La réindustrialisation de la France comme le prônent Montebourg ou la direction de la CGT ne peut être qu'un enchaînement de la classe ouvrière au patronat. Il n'y a pas d'autres solutions pour permettre à tous les chômeurs de retrouver un boulot, que d'exproprier les groupes capitalistes.

Pour ce faire, les travailleurs ont besoin de construire un véritable parti révolutionnaire pour rompre avec la bourgeoisie et son État. C'est à ce combat que le groupe Révoltes entend participer et vous appelle à le rejoindre.